

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 286

MONTREAL, LE VENDREDI 8 DÉCEMBRE 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 15

PERSPECTIVES

J'écris donc je meurs

Elle était journaliste. Et elle était femme. Deux crimes, aux yeux des fanatiques qui font la guerre, depuis près de quatre ans, au régime militaire algérien. Qu'elle ait également été une fervente musulmane et qu'elle portait régulièrement le hijab n'y a rien changé. Elle osait écrire, elle osait penser, elle devait mourir.

Khadija Dahmani, abattue mardi par balles à Alger, était le 46^e membre de la profession journalistique à périr violemment depuis le début de la «deuxième guerre d'Algérie», en janvier 1992. L'avant-veille, c'était un homme, Hamid Mahiout, journaliste à *Liberté*, qui avait été torturé puis décapité, sa tête plantée sur un pieu avant d'être découverte par sa fille adolescente.

La reprise toute récente de la terreur en Algérie tranche avec l'accalmie qui avait marqué l'élection présidentielle du 16 novembre, présentée par le pouvoir comme «une défaite décisive des islamistes».

La cible privilégiée des terroristes semble être, encore et toujours, la profession journalistique.

Samedi dernier à Québec, lors du congrès de leur fédération professionnelle, plus de 400 journalistes québécois ont observé un silence de mort lorsque Nadia Kerboua, journaliste algérienne réfugiée à Montréal depuis bientôt deux ans, a raconté la tragique difficulté d'être scribe dans son pays.

Les sanglots dans la voix, Mme Kerboua a évoqué ses amis, ses confrères disparus — y compris son patron Saïd Mekbel, directeur du *Matin* — en exerçant leur métier. Éloquente, en particulier, était son évocation de la vie que doivent mener ces personnes menacées dans leur existence physique à tous les coins de rues. Une vie d'ombres qui rasant les murs...

Particulièrement virulente était sa dénonciation de la terreur intégriste, qui semble aujourd'hui reprendre de plus belle. Les islamistes «accusaient les journalistes d'être à la solde du pouvoir, des pays occidentaux. Ils nous traitaient systématiquement de sales communistes».

La haine des intégristes se concentre en effet sur les femmes, les étrangers, les intellectuels et les journalistes. «Ceux qui luttent par la plume périront par la lame»: tel est le mot d'ordre du Groupe islamique armé.

Personne ne doute de l'origine des meurtres de journalistes. Mais cela veut-il dire que l'ennemi unique de la profession soit la mouvance intégriste, avec sa haine caractéristique de la liberté, du pluralisme, de la réflexion et de l'esprit critique?

La question se pose. Certains, comme Mme Kerboua, font porter la totalité de leurs dénonciations dans cette direction. Mais n'y a-t-il pas là le danger d'absoudre le gouvernement de ses fautes et de ses bavures — sanglantes, si l'on en croit Amnesty internationale — qui frappent non pas des journalistes, mais les anonymes innocents qui ont le malheur de se trouver «dans le chemin» lors des rafles de l'armée?

Le gouvernement n'est pas, lui non plus, à l'abri des accusations. Et notamment de celle d'étouffer la presse, pour cause de sacro-sainte «sécurité de l'État».

Écoutez une autre femme algérienne, elle aussi la cible de harcèlements: elle dirige l'hebdomadaire *La Nation*. Son journal a été plusieurs fois interdit par le pouvoir.

Elle se distingue d'une Nadia Kerboua par le fait qu'elle dirige, elle, davantage ses flèches vers le gouvernement. Selon Salima Ghezali, le gouvernement bâillonne la presse au nom de la lutte contre la «barbarie intégriste». Lors d'une entrevue qu'elle accordait récemment à un journal londonien (*The Middle East*), elle expliquait que si l'éditorial peut critiquer le gouvernement en termes généraux, les informations se doivent de maintenir un flou total sur les «faits de répression».

«Quand l'armée prétend que 15 terroristes ont été tués à El Harrach, explique-t-elle, les habitants nous téléphonent en disant: "En fait, il n'y avait que deux militants islamistes. Les autres étaient des malheureux qui ont été fauchés par les balles." Cela, nous le savons. Mais nous ne pouvons pas l'écrire.»

Réponse de Nadia Kerboua: «C'est vrai qu'il y a des thèmes que l'on ne peut pas traiter, des cas où il faut faire très, très attention à ce qu'on écrit. Notamment quand il est question de chiffres. Mettez-vous à la place des gens concernés.»

Autre crainte des journalistes algériens, contradictoire avec la précédente: que toute réconciliation éventuelle entre le régime et les islamistes se fasse sur leur dos. Ainsi, l'Association des éditeurs de journaux a averti lundi les pouvoirs publics que «toute démarche politique d'apaisement ne saurait se faire sur le dos d'une profession meurtrie qui a payé un lourd tribut au terrorisme».

Car tout en livrant une guerre sans merci aux intégristes, les autorités poursuivent une stratégie de carotte et de bâton. Stratégie qui n'exclut pas, de façon épique, la reprise du dialogue avec l'ennemi. Après son élection, le 16 novembre, le président Zeroual a publiquement annoncé sa «volonté de clémence».

Devant la nouvelle flambée d'attentats, les journalistes algériens ont relevé la garde. Leur détermination à poursuivre leur travail a été résumée par un éditorial publié lundi par *El Moudjahid*: «Nous n'avons pas le choix: là où nous allons, la mort nous guette constamment.»

Entre les lames des intégristes et les pressions d'un pouvoir autoritaire, la marge de manœuvre des journalistes algériens est infime.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB9	Montréal Ensoleillé. Max: 11
Avis publicsB4	Québec Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 8
ClasséesB8	Détails en A 2
CultureB11	
ÉconomieA6	
ÉditorialA8	
Le mondeB5	
Mots croisésB8	
Les sportsB8	

POLITIQUE

La culture québécoise existe, foi de Chrétien

PAGE A 5



LE MONDE

Crise sociale en France: timide début de dialogue

PAGE B 5



PLAISIRS

Fallait y penser!

PAGE B 1

Le Hir tient tête à Parizeau

L'ex-ministre refuse de quitter le caucus dans l'attente du rapport du Vérificateur

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

Québec — L'ex-ministre délégué à la Restructuration, Richard Le Hir, repousse la demande du premier ministre Jacques Parizeau de se retirer du caucus péquiste jusqu'à ce que le Vérificateur général ait scruté à la loupe l'ensemble des 44 contrats octroyés par son délégué ministre.

Le premier ministre, qui a fait parvenir sa requête à M.

Le Hir par l'entremise du président du caucus Rosaire Bertrand, a invoqué «les inconvénients vécus ces derniers jours» par l'ensemble de la députation péquiste en raison du scandale entourant l'ancien ministre de M. Le Hir.

Ce dernier refuse toutefois d'acquiescer à cette demande, indiquant qu'un tel geste pourrait être perçu comme un «aveu de culpabilité». Mais le député d'Iberville, qui ne s'est pas présenté à l'Assemblée nationale

VOIR PAGE A 10: LE HIR

De chez Croteau à chez Ogilvy



PHOTO JACQUES GRENIER

UN DES PREMIERS NUMÉROS de *Demain matin*, Montréal m'attend nouvelle version, dont la première avait lieu hier soir au Saint-Denis: une oeuvre de Michel Tremblay qui passe esthétiquement de chez Croteau à chez Ogilvy avec bien des couacs de sens et la perte de l'âme de l'oeuvre. Voir la critique de Robert Lévesque en page A 10.

Québec compte sur Ottawa pour contrôler son déficit

Une «illustration parfaite», dit Marois, de la «trappe à la pauvreté» creusée par le fédéral

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

Québec — Un ralentissement économique plus brusque que prévu entraînera une baisse de revenus de 435 millions de dollars cette année par rapport aux prévisions avancées dans le dernier budget provincial. Mais la ministre des Finances Pauline Marois compte toujours ramener le déficit sous la barre des quatre milliards de dollars en 1995-96 grâce à une plus grande largesse fédérale.

En effet, le Québec touchera 304 millions additionnels sous forme de transferts fédéraux en 1995-96, lesquels se chiffreront à 7,899 milliards de dollars au lieu des 7,595 milliards prévus dans le budget de mai dernier. Des taux d'intérêt plus bas, attribuables à une économie moins buste — le gouvernement prévoit maintenant que la

VOIR PAGE A 10: DÉFICIT

Les professeurs chassent Corbo

Mais il n'attend qu'un signe pour reconsidérer sa démission

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, a annoncé hier sa démission comme dirigeant de l'institution après avoir constaté que les professeurs refusaient de renouveler son mandat.

M. Corbo quittera donc son poste de recteur le 7 janvier prochain, mais il est demeuré ambigu hier sur son avenir, n'excluant aucune possibilité, y compris celle de revenir sur sa décision si un vent favorable devait le porter. «Je n'exclus rien, je vais réfléchir, je vais écouter», a-t-il déclaré au *Devoir*, ajoutant qu'il entend «se refaire une santé intellectuelle».

Le 25 octobre dernier, M. Corbo annonçait qu'il sollicitait un troisième mandat de cinq ans comme recteur de l'UQAM.



Claude Corbo

VOIR PAGE A 10: CORBO

POLITIQUE

Ottawa fait volte-face et accorde un droit de veto à la Colombie-Britannique

PAGE A 4

Trois fois cinq

Il y a quinze ans, John Lennon...

SYLVAIN CORMIER

Du coin de l'œil, comme j'allais payer mon deux-litres d'orangeade Crush à la préposée du Boni-Soir, je n'ai pas pu m'empêcher de voir la photo et de lire le titre qui faisait la moitié de la une d'*Hebdo-Police*: «La mort tragique de John Lennon, 15 ans déjà.» J'ai soupiré. Nous y voilà encore. Un autre satané multiple de cinq, incontournable mesure-étalon de la commémoration dans les médias.

J'aurais volontiers passé outre cette fois-ci: on aurait pu attendre le 8 décembre 2000, au vingtième, un beau chiffre rond. N'importe quand, mais pas maintenant. Pas au moment où je vis le plus délicieux déni de réalité de mon quart de siècle de Beatlemania effrénée. Pas au moment où Paul, George et Ringo viennent de rapatrier John au sein des Beatles, pas au moment où, avec un peu d'autosuggestion et vingt-trois mille fois les nouvelles chansons *Free As A Bird* et *Real*

Love dans les haut-parleurs de l'auto, Lennon se remet quasiment à exister au présent, fût-ce par un miracle de la technologie moderne. J'ai acheté tantôt le *Billboard* rien que pour voir le double album *The Beatles Anthology* au premier rang du Top 200 Albums Chart. Pur bonheur de fan. «Pleeeeaase, hear my plea»: ne faites pas mourir John Lennon à nouveau. C'était déjà assez dur la première fois.

Et pourtant, me voilà au clavier du Mac, confronté à l'évidence: il faut bien faire quelque chose pour souligner le 15^e anniversaire de la mort de Lennon, au *Devoir* comme à *Musique-Plus* qui rediffuse samedi à 20h le *One-To-One Concert* de John, Yoko et compagnie en 1972 au Madison Square Garden), à *Hebdo-Police* comme au réseau d'information RDI, qui consacre aujourd'hui à 20h l'émission *Grands Reportages* à un portrait de l'assassin, que je ne nommerai pas (c'est un pacte entre beatlema-

Où étiez-vous à ce moment-là?
Comment avez-vous réagi? C'est le syndrome Kennedy: on a tous une anecdote



PHOTO AP

John et Yoko se baladent dans Central Park une journée de l'automne 1980. Quelques semaines plus tard, John Lennon était assassiné.

VOIR PAGE A 10: CINQ

• LES ACTUALITÉS •

La tension monte dans la construction

Menace de grève dans le secteur résidentiel en riposte au lock-out projeté par l'APCHQ

MARIO GILBERT
PRESSE CANADIENNE

La FTQ-Construction et le Conseil provincial des métiers de la construction ont demandé à leurs 100 000 membres un mandat de grève dans le secteur résidentiel à la suite de la décision de la partie patronale de décréter un lock-out d'une journée, le 15 décembre prochain.

Selon les syndicats, l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (APCHQ) a décrété ce lock-out d'une journée dans le seul but de se soustraire à la loi 46, qui régit les conditions de travail dans le secteur de la construction jusqu'à ce qu'il y ait lock-out ou grève.

Aux lendemains du lock-out, soutiennent les syndicats, les entrepreneurs auront beau jeu de fixer les conditions de travail qu'ils veulent sur leurs chantiers «résidentiels», les travailleurs perdant la protection de la loi 46. «Ils veulent un lock-out, on va les aider: ils vont en avoir un vrai», a lancé hier en conférence de presse le p.d.g. du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, Maurice Pouliot. «Nous, on ne recherche pas l'affrontement, c'est l'APCHQ qui nous a provoqués.»

«Ils ont lancé une pierre dans la mare de boue. On va danser le tango ensemble», renchérit le directeur de la FTQ-Construction, Yves Paré.

Ceci dit, les syndicats ne semblent pas se diriger vers une grève générale illimitée, pour l'instant du moins. «S'il se construit de gros développements domiciliaires dans un secteur, par exemple, est-ce qu'on va fermer une semaine, en permanence? On ne sait pas encore», a expliqué M. Paré.

De fait, il n'est pas acquis qu'une majorité d'entrepreneurs suivront le mot d'ordre de lock-out lancé par l'APCHQ pour le 15 décembre prochain.

«Peut-être que 25 à 30 % des entrepreneurs pourraient le respecter», convient M. Paré.

Et ce sont eux qui pourraient tout naturellement être visés par des grèves sporadiques à partir de l'an prochain.

Depuis 1980, les conditions de travail dans le secteur de la construction sont régies par décrets gouvernementaux, les parties n'ayant jamais pu s'entendre sur une convention collective. Le gouvernement libéral avait adopté la loi 142 qui «désyndiquait» le secteur de la construction résidentiel pour les immeubles de huit logements et moins, au grand dam des syndiqués. Mais en campagne électorale, le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, avait promis d'abroger la loi 142. En février 1995, le gouvernement du Parti québécois adoptait la loi 46 qui ramenait le secteur résidentiel dans le giron de la syndicalisation.

Les parties étaient alors invitées à participer à un processus de négociation impliquant quatre tables sectorielles: résidentiel, commercial-institutionnel, industriel et usine-génie civil.

Après quatre rencontres entre les parties du secteur résidentiel, l'APCHQ demandait à la ministre de l'Emploi, Louise Harel, la nomination d'un médiateur dans le dossier. Après 13 rencontres en 90 jours, celui-ci recommandait le 3 novembre dernier que «les parties réévaluent leurs positions [...] afin de se retrouver au moins sur la même planète».

À l'issue de la médiation, les parties pouvaient se prévaloir d'un droit au lock-out ou à la grève, ce que l'APCHQ fera le 15 décembre prochain. Or, la protection de la loi 46 disparaîtra aux lendemains d'un lock-out, dénoncent les représentants syndicaux, qui s'attendent à un mandat de grève de 75 à 80 %.

Collaboration intersyndicale

La CEQ s'entend avec la FTQ

D'APRÈS PC

Après la CSN, c'est maintenant au tour de la CEQ de s'entendre avec la FTQ sur un protocole de non-maraudage et une nouvelle façon de collaborer. L'entente contient sensiblement les mêmes éléments que le protocole signé entre la CSN et la FTQ le 13 novembre et vise à redonner au mouvement syndical une influence qui ne cesse de s'effriter depuis les dernières années.

En vertu de ce protocole, la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, obtiendra, comme prévu, un siège au conseil d'administration du Fonds de

solidarité de la FTQ, et elle s'engagera à convaincre ses membres d'investir dans le Fonds. La FTQ, en revanche, s'impliquera financièrement dans un certain nombre de «projets chers» à la CEQ, que ni Lorraine Pagé, ni Clément Godbout, président de la FTQ, n'étaient en mesure de préciser, hier.

«Les trois centrales ne vont pas seulement élaborer des stratégies communes lors de conflits de travail, elles vont aussi parler d'argent, investir ensemble et s'impliquer dans des projets communs», a rappelé Clément Godbout.

L'aviation civile en fête



PHOTO JACQUES GRENIER

L'ÉQUIPE de l'exposition Plein Vol a fêté la Journée internationale de l'aviation civile hier au Marché Bonsecours. Sammy Forcillo, vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Philippe Rochat, secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Assad Koteite, président du conseil de l'OACI, et Michel Petit, vice-président du conseil de la Nouvelle Société du Palais de la Civilisation de Montréal, étaient de la partie. L'exposition sur l'aviation Plein Vol, présentée jusqu'au 14 janvier, a déjà attiré quelque 150 000 personnes.

La sonde Galileo se présente à son rendez-vous avec Jupiter

Los Angeles (AP, Reuter) — Un module de descente largué en juillet par la sonde spatiale Galileo est entré, hier, dans l'atmosphère jovienne et a amorcé sa descente vers la planète géante, sur laquelle il doit s'écraser.

À Pasadena, la salle de contrôle de la mission a éclaté en applaudissements quand, à 18h12 locales, un technicien a confirmé que Galileo, en orbite autour de Jupiter, était entré en contact radio avec le module au moment où celui-ci pénétrait dans l'atmosphère de la planète.

La descente du module, freinée par un parachute, devait durer environ une heure avant sa destruction sous la formidable pression et la chaleur de l'atmosphère de Jupiter. Dans l'interim, le module devait transmettre à Galileo de précieux renseignements sur l'environnement jupitérien.

Le personnel de la NASA retenait son souffle hier soir, au moment où la sonde spatiale Galileo, qui avait rendez-vous avec Jupiter après un voyage de 3,7 milliards de kilomètres, abordait la partie la plus délicate de sa mission commencée il y a six ans.

En approchant de Jupiter, une planète 316 fois plus grosse que la Terre, l'engin devait traverser une zone de radiations 35 à 40 fois supérieure au seuil de tolérance humaine. «Il s'agit pour nous de la plus grande inconnue», reconnaît William O'Neil, directeur du projet au Laboratoire de propulsion par réaction de la NASA, à Pasadena.

Pour éviter que le système électronique soit perturbé par ce phénomène, les ingénieurs de la NASA ont conçu un bouclier de protection. «Mais nous ne connaissons son efficacité que lorsque nous serons passés dans la zone de turbulences», souligne Matt Landano, directeur adjoint de la mission Galileo.

L'autre grand sujet de préoccupation de l'agence spatiale concerne la sonde lancée par Galileo en juillet dernier. L'engin de 340 kilogrammes devait plonger hier soir dans l'atmosphère de Jupiter à la vitesse de 170 600 km/h. Bien que protégé par un bouclier thermique, il était impératif qu'il amorce sa descente sous un angle de huit degrés seulement, sous peine de dévier de sa trajectoire et de se consumer.

En raison des délais de transmission entre Jupiter et la Terre, la NASA devait attendre 52 minutes pour savoir si le grand plongeon, annoncé pour 17h56, s'est bien déroulé.

Cette étape franchie, la sonde devait progressivement perdre de sa vitesse et déployer son parachute pour flotter pendant 80 kilomètres dans l'atmosphère gazeuse de la planète géante avant de se désintégrer sous l'effet de la pression et de la chaleur.

Au cours de sa descente, l'astronave devait disposer d'une fenêtre de transmission de 75 minutes pour communiquer à Galileo des informations sur l'atmosphère de Jupiter, la composition des nuages traversés, la lumière, la chaleur ou la vitesse des vents.

EN BREF

TOURNÉE DES AMBASSADES

(Le Devoir) — Huit ambassades sont ciblées aujourd'hui à Ottawa par Amnesty internationale. Des militants de ce mouvement convergeront en effet depuis Québec, Trois-Rivières et Montréal pour manifester devant les représentations du Mexique, de l'Indonésie, de la Birmanie (Myanmar), du Nigeria et de la Chine, tandis que des membres des sections anglophone et francophone entrent en délégation dans les ambassades de Cuba, du Rwanda et de la Colombie. Cette tournée des ambassades dans la capitale canadienne précède de deux jours le 47^e anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Amnesty entend ainsi rappeler aux gouvernements de ces représentations étrangères qu'ils se doivent de respecter «les droits fondamentaux de ceux qui prennent la défense des droits d'autrui». «Plus nombreux seront les défenseurs des droits de la personne, plus notre lutte pour mettre un terme aux violations massives [des droits] aura des chances de réussir», a rappelé récemment le secrétaire général d'Amnesty internationale, Pierre Sané.

UNE CONFÉRENCE BÉNÉFIQUE

(Le Devoir) — Au terme de la Conférence internationale sur les centres communautaires de santé, qui a réuni 1000 personnes à Montréal, les représentants du Québec, du Canada, des États-Unis et de l'Australie ont décidé de constituer la première association internationale des centres communautaires de santé. Ce réseau servira à maintenir les contacts, à échanger des renseignements et à développer des orientations et des outils d'évaluation communs. L'OMS a déjà annoncé son intention d'y adhérer. Le secrétariat et la coordination seront assurés par la Fédération des CLSC du Québec.

DERNIER HOMMAGE À ROBERTSON DAVIES

Toronto (AFP) — Quelque 500 personnes, parmi lesquelles de nombreux parents et amis, ont assisté hier à Toronto aux obsèques de l'homme de lettres canadien Robertson Davies, décédé samedi à l'âge de 82 ans. La cérémonie, très simple, s'est déroulée dans la chapelle du Trinity College de l'Université de Toronto, où Davies — dont le nom avait été plusieurs fois cité pour le Nobel de littérature — a enseigné. Conformément à ses vœux, son corps sera incinéré et ses cendres seront dispersées près de sa maison, à Caledon, au nord-est de Toronto. Traduite en 17 langues, l'œuvre de Robertson Davies compte une quarantaine de romans, essais et pièces de théâtre. Il était sans doute l'écrivain canadien contemporain le plus connu dans le monde.

LES TRAVERSIERS FORT ACHALANDÉS

Québec (PC) — Les traversiers du Québec ont connu le plus important achalandage de leur histoire l'an dernier, indique le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec (STQ). Pour la première fois, plus de 5,25 millions de passagers ont utilisé l'une ou l'autre des cinq traversées exploitées par la STQ ou des trois autres exploitées en collaboration avec l'entreprise privée. C'est une hausse de 76 000 passagers par rapport à l'année précédente.

LA BOSSE DE L'ÉCRITURE

Londres (Reuter) — Les médecins se demandent encore pourquoi Vicky Wilmore, dix ans, qui écrivait et lisait mystérieusement à l'envers depuis un an, s'est remise brusquement en septembre à écrire et lire de gauche à droite. Pour la jeune Anglaise, tout est rentré dans l'ordre quand elle s'est cogné la tête sur la table à café après avoir perdu l'équilibre en manifestant sa déception après un match de foot. Fan de Manchester United, elle avait eu du mal à accepter sa défaite devant le Rotor Volgograd. «Mauvais jour pour nous, mais à toute chose malheur est bon», a confié hier au Times le secrétaire de Manchester United, Ken Marret.

POPULAIRE, LA FESSÉE

New York (AP) — Environ 65 % des parents américains donnent des claques ou des fessées à leurs enfants quand ils ne sont pas sages, et 10 % les secouent, selon un sondage Gallup. Environ 85 % des parents interrogés avouent avoir crié ou infligé des punitions à leur progéniture au moins une fois au cours de l'année dernière. Et près de 20 % avouent avoir utilisé une ceinture ou un bâton pour frapper leur enfant. Ce sondage a été effectué en août auprès de 1000 parents âgés de 18 ans ou plus.

MINOLTA

ROYAL PHOTO

Minolta F20r KIT

* Objectif grand angle 28mm
* Flash automatique
* Avance et rebobinage du film automatique



Garantie Royal exclusive de 3 ans
69,99 \$

Minolta AF 101R Kit

* Autofocus
* Objectif 28mm grand angle
* Flash automatique



Garantie Royal exclusive de 3 ans
89,99 \$

Minolta Action Zoom II

* Compact Autofocus avec zoom 38-70 mm
* Avance et rebobinage automatique
* Flash automatique



Garantie Royal exclusive de 3 ans
159,99 \$

Minolta Zoom 70ex QD

* Compact Autofocus avec zoom 38-70 mm
* Avance et rebobinage automatique
* Flash automatique



* Option Macro sur demande
Garantie Royal exclusive de 3 ans
279,99 \$

Minolta Explorer

* Compact Autofocus avec zoom 38-70 mm
* Avance et rebobinage automatique
* Flash automatique
* Objectif Quad et Réduction des yeux rouges



Garantie Royal exclusive de 3 ans
349,99 \$

ROYAL PHOTO

MEILLEUR PRODUIT

MEILLEURE GARANTIE

MEILLEUR PRIX

Minolta Maxxum 3xi

* Reflex Autofocus avec Obj. 35-70
* Système Eye start exclusif
* Priorité Programme et A.S.M.



Garantie Royal exclusive de 4 ans
499,99 \$

Minolta Maxxum 450si

* Reflex Autofocus avec Obj. 35-70
* Dos dateur et option panoramique
* Priorité Programme et A.S.M.



Garantie Royal exclusive de 4 ans
629,99 \$

ROYAL PHOTO

2106, boul. Rosemont, Montréal

273 • 1723 / 1 • 800 • 838 • 1723

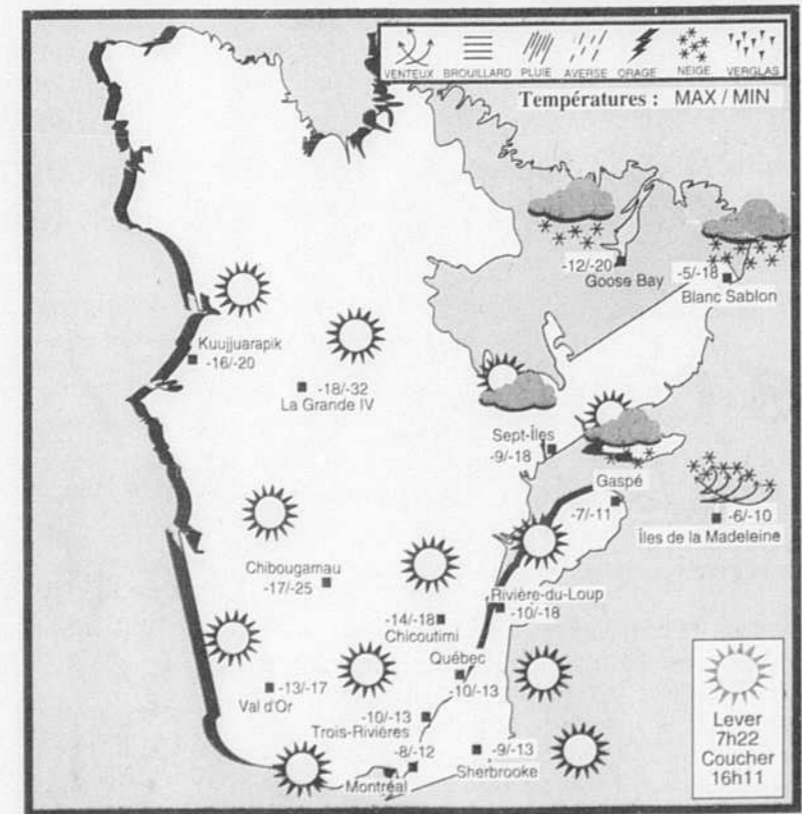
1108, boul. de Maisonneuve Ouest

Montréal • 844 • 1766

VISA, MC, AMEX, INTERAC, CHÈQUE

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Samedi	Dimanche	Lundi
	max -8	min -12	max -4	-10/-3	-12/-5



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Samedi	Dimanche	Lundi
	max -10	min -13	max -6	-10/-2	-14/-6

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Samedi	Dimanche	Lundi
	max -10	min -14	max -8	-16/-13	-19/-14

Météo - neige
1 900 451-4199
95c/minute
Environnement Canada
La météo à la source

Boutique Courir

en collaboration avec

FISCHER

LEIN AIR

SWIX

SALOMON

IGX

vous offre des sorties de

SKI DE FOND DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

DIMANCHE	10 décembre	CAMP MERCIER
DIMANCHE	17 décembre	CAMP MERCIER ou PARC DU MONT STE-ANNE
DIMANCHE	7 janvier	PARC DU MONT STE-ANNE
DIMANCHE	21 janvier	CAMP MERCIER

(horaire complet disponible sur demande)

Coût: 35 \$

Incluant: Transport aller/retour par autocar de luxe
Frais d'accès aux pistes
Léger goûter à l'aller

Départ: 6 h 30, de Boutique Courir, Longueuil
1745, chemin de Chambly, Longueuil (stationnement gratuit)

Retour: 19 h 30 - 20 h au même endroit

Informations et/ou réservations
674-4436 • 499-9600 • 978-9822

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Demain matin, Montréal m'attend

De chez Croteau à chez Ogilvy

DEMAIN MATIN, MONTRÉAL M'ATTEND

Comédie musicale de Michel Tremblay (texte) et François Dompierre (musique). Mise en scène de Denise Filiatrault. Chorégraphie de Jean Grand-Maitre. Décor de David Gaucher. Costumes de Ménéthier Caron. Éclairages de Claude Accolas. Avec Élyse Marquis, Sylvie Boucher, France Castel, Danièle Lorain, Emmanuel Biloadeau, Normand Lévesque, Jean Maheux, dix autres comédiens et dix danseurs. Une production de *Sortie 22*, au Théâtre Saint-Denis 1.

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

Entreprise commerciale décrite fièrement par son producteur et sa metteuse en scène comme étant «du Broadway», avec la bonne part d'un budget de 2,2 millions \$ mise dans le «placement médias», la petite oeuvre d'une heure de 1970 (c'était un *floor show*) où Michel Tremblay plongeait une provinciale de Saint-Martin dans l'enfer sale et travesti de la *Main* est devenue en 1995 une chose gonflée, étirée et prétentieuse, telle la grenouille qui voulait égaler en grosseur son voisin le boeuf.

Mais même si la grenouille s'est faite assez belle, qu'elle a cent costumes scintillants et 54 pattes en scène, des soieries, des tissus, des lumières au laser, il demeure que *Demain matin, Montréal m'attend* version

nouvelle est une chose absolument dichotomique où le monde *cheap* de Tremblay semble placer de force dans un univers de luxe, comme si l'on était passé du monde de Belinda Lee à celui de Busby Berkeley, ou du Lodéo au Cotton Club... et que l'on se retrouve dans le québécois chic.

C'est une machine purement commerciale que cette affaire-là, où l'on a mis de côté l'intelligence sagace et sensible — et désespérée — du monde de Tremblay pour le remplacer par, effectivement, «du Broadway», mais du sous-Broadway, poussif, convenu, maladroit, dans lequel s'est perdue l'essence même de la petite tragédie musicale que Tremblay avait imaginé il y a 25 ans.

Denise Filiatrault est un metteur en scène sans métier ni style, elle n'a pas le sens du dramatique, elle n'arrive pas à créer un intérêt autre que superficiel, forcé, garoché, et il faut oublier le peu de sincérité que contenait cette oeuvre lorsque Forestier la poussait à bout de voix et de bras.

L'étrange affaire qui veut que ce show de deux millions et plus (les concepteurs se sont plaints d'être sous-payés dans une entrevue à La Presse) apparaisse visuellement assez mesquin, assez pauvre, au niveau de la scénographie, alors que les costumes bouffants et colorés, les lumières multiples, la sophistication ou la stylisation de l'ensemble font partie de l'orientation que Filiatrault a donné à l'oeuvre de Tremblay. Pour la musique

c'est la même chose, François Dompierre ayant refait ses orchestrations à l'enseigne d'un clinquant de surface, et c'est devenue une musique sans âme.

On n'en finirait pas de relever, avec le texte, les contresens et les anachronismes créés par cette idée de faire passer la *Main* de chez Croteau à chez Ogilvy. Le bordel de Betty Bird, qui est supposée être «un trou», a des allures de sérail de cinéma indien. Pour des beautés d'oeil on a tué le coeur de cette pièce.

Cela dit, on note la performance de Normand Lévesque en duchesse de Langeais qui a des allures de Castafiore et que Lévesque sait garder à son rang de demesure; la Lola Lee de Sylvie Boucher est d'une présence sentie, seule à sembler avoir du chien; pour le reste c'est de la routine, une troupe qu'on a fouetté mais à qui on n'a pas demandé grand-chose.

On revient au problème: Filiatrault est décrite en ville comme la reine du timing, et c'est une réputation surfaite et dépassée. Ce spectacle souffre entre autres d'un manque de rythme, ça devient pénible par moments, et jamais ne sent-on une présence agissante du théâtre, une sensibilité théâtrale, un doigté de metteur en scène dans cette oeuvre qui a perdu son sens.



DÉFICIT

Le Québec, province «pauvre»

SUITE DE LA PAGE 1

croissance réelle du PIB atteindra à peine 1,8 % en 1995 au lieu des 3,3 % prévus dans le budget —, permettront à Mme Marois de colmater ce qui reste de la brèche budgétaire en épargnant 137 millions dans les dépenses du service de la dette. En fin de compte, le déficit devrait s'élever à 3,969 milliards pour l'année fiscale qui se termine le 31 mars prochain, soit six millions de moins que prévu, selon la synthèse des opérations financières du premier semestre, dévoilée hier par la ministre.

Malgré quelques signes «intéressants» d'un redressement économique — une hausse des exportations de l'ordre de 20,6 % par rapport à 1994 depuis le début de l'année et une augmentation des livraisons manufacturières de 13,5 % —, la ministre des Finances se montrait fort prudente quant aux prévisions pour l'année prochaine. Alors que le dernier budget prévoyait une hausse du PIB (produit intérieur brut) de l'ordre de 2,2 %, Mme Marois a affirmé que ce chiffre sera «bien sûr» révisé dans son prochain budget.

Bien que les transferts fédéraux aient augmenté de 6 % au cours des premiers six mois de l'année fiscale, Mme Marois ne croit pas qu'il s'agisse du fédéralisme «rentable» mais plutôt de la «trappe» fiscale qui condamne le Québec à un sort moins reluisant que s'il contrôlait lui-même tous les impôts perçus sur son territoire. L'augmentation des transferts fédéraux, a fait remarquer la ministre des Finances, découle d'un accroissement des paiements de péréquation liés au statut du Québec comme province «pauvre», ainsi que d'une hausse des sommes transférées dans le cadre du Régime de l'assistance publique du Canada (RAPC) en raison d'une clientèle record à l'aide sociale.

Pour Mme Marois, il s'agit d'une «illustration parfaite» de la «trappe à la pauvreté» occasionnée par le système fédéral. Plus le Québec s'appauvrit, plus il dépend d'Ottawa. Mais lorsque la reprise économique apporte davantage en taxes et en impôts dans les coffres gouvernementaux, la proportion envoyée au palier fédéral s'accroît elle aussi, selon la ministre. «Ils en ponctionnent davantage chez nous, nous en laissons moins dans nos goussets. C'est ce que j'appelle la taxe au développement», a-t-elle tranché en conférence de presse. Les 61 millions additionnels que Québec touchera dans le cadre du RAPC constitue un montant inférieur de ce qui aurait été reçu si Ottawa n'avait pas gelé les transferts voués à l'aide sociale dans son dernier budget. Jusque-là, le gouvernement fédéral assumait la moitié de la facture de l'aide sociale; cependant, cette année, il plafonne ces transferts à leur niveau de 1994-95. Pour le Québec, il s'agit d'un manque à gagner de 47 millions cette année, selon Mme Marois.

La situation s'aggraverait sensiblement en 1996-97, a-t-elle poursuivi. Avec l'entrée en vigueur du nouveau Transfert social canadien (TSC), qui réunira dans une seule enveloppe les transferts fédéraux dans les domaines de l'aide sociale, de la santé et de l'éducation postsecondaire, le Québec devra composer avec 650 millions de moins en provenance d'Ottawa.

La formule de partage du TSC à partir de 1997-98 — année où l'ensemble des transferts fédéraux aux provinces seront réduits de 4,5 milliards par rapport à 1995-96 — sera le principal sujet à l'ordre du jour de la rencontre fédérale-provinciale des ministres des Finances la semaine prochaine. La ministre québécoise a fait savoir hier qu'elle a bien l'intention d'y participer pour «défendre les intérêts du Québec». Elle a toutefois été avare de détails quant au message qu'elle entend livrer à son homologue fédéral, Paul Martin.

«Nous aurons sûrement l'occasion de nous revoir à cet égard pour que je campe bien, à partir de l'ordre du jour [de la conférence], les intentions que nous avons quant aux propositions [fédérales], a-t-elle fait savoir. Il y a une chose que l'on sait, malheureusement, c'est que pour le budget de 1996-97, on sait déjà à quelle hauteur on va être bouffés.»

Quant à l'intention de Lucien Bouchard, présumé successeur de Jacques Parizeau, «d'envisager des mesures de privatisation avant de nouvelles taxes», Mme Marois a lancé une mise en garde. Bien qu'elle se soit engagée à explorer toutes les avenues pour éviter la hausse de 1 % de la TVQ en juillet prochain, la ministre des Finances a dit douter que la privatisation soit une solution durable. «C'est toujours l'air facile, la voie de la privatisation [...]. Cependant, lorsqu'on privatise, il faut bien comprendre que dans certains cas on peut se priver de revenus d'exploitation» des sociétés d'Etat vendues, a-t-elle soutenu.

Mme Marois n'a pas apprécié le reproche qu'à livré au gouvernement cette semaine le Vérificateur général du Québec, Guy Breton, qui déplorait en ce qui concerne l'annuel le piètre bilan de Québec en ce qui concerne l'enrayement de l'économie souterraine. Elle a fait remarquer que le gouvernement compte, comme prévu, récupérer 521 millions cette année en combattant, entre autres, le travail au noir et la contrebande d'alcool. Par rapport aux 150 millions recueillis en 1994-95, il s'agit d'un «effort considérable», a dit la ministre des Finances.

LE HIR Un système de «cover-up», accuse l'opposition libérale

SUITE DE LA PAGE 1

depuis la reprise des travaux la semaine dernière et qui a boudé la réunion préparatoire des députés péquistes à Saint-Sauveur les 23 et 24 novembre, a concédé dans un bref communiqué émis hier que sa pleine coopération à l'enquête du Vérificateur général Guy Breton «amènerait nécessairement à s'absenter des travaux du caucus jusqu'à la fin des vérifications». M. Parizeau a fait savoir hier que le rapport du Vérificateur, qui compte terminer son enquête avant Noël, ne sera rendu public qu'à la mi-janvier — soit quelques jours à peine avant l'entrée en fonction présumée de Lucien Bouchard comme chef du Parti québécois. Le prochain premier ministre risque donc d'avoir à composer avec un scandale majeur si l'enquête du Vérificateur révèle d'autres irrégularités dans l'octroi des contrats liés aux fameuses études Le Hir portant sur les impacts de la souveraineté. Le premier ministre a lui-même reconnu hier que «la table est mise pour toute intervention de la police au moment où [cette dernière] le jugera approprié».

Hier, l'opposition libérale a de nouveau braqué toutes ses armes sur ce dossier qui met dans l'embarras le gouvernement Parizeau, le leader libéral en Chambre, Pierre Paradis, allant aussi loin que d'accuser son vis-à-vis péquiste Guy Chevette «de faire partie de ce système de *cover-up* qui ne veut pas faire la lumière» sur cette affaire. M. Chevette avait demandé l'intervention du président de l'Assemblée, Roger Bertrand, pour mettre fin aux «accusations feutrées» des libéraux, qui réclament une enquête policière immédiate afin de déterminer s'il y a eu fraude dans l'octroi de certains contrats accordés par le Secrétariat à la restructuration.

Un premier rapport du Vérificateur, déposé mardi, faisait en effet état de neuf contrats, évalués à 1,3 million de dollars, octroyés sans appel d'offres à Claude Lafrance, un ancien associé du sous-ministre de M. Le Hir et lui-même conseiller auprès du Secrétariat. Le député du rapport de M. Breton a amené M. Parizeau à suspendre le sous-ministre Pierre Campeau ainsi qu'un autre haut fonctionnaire qui œuvrait auprès du Secrétariat et à

confier au Vérificateur le mandat d'examiner les circonstances entourant l'ensemble des 44 contrats accordés par le ministre de M. Le Hir. Ce dernier a démissionné dans le sillage du référendum, sa fonction ayant été rendue désuète par l'échec référendaire.

L'opposition libérale s'est formalisée, pour le deuxième jour d'affilée, de ce que le ministre de la Sécurité publique Serge Ménard n'ordonne pas immédiatement une enquête de l'escouade des crimes économiques de la Sûreté du Québec. Mais le ministre a réitéré la position du gouvernement selon laquelle une enquête «administrative» comme celle du Vérificateur, qui possède une connaissance approfondie du labyrinthe qu'est l'administration publique, réussira mieux à faire la lumière sur cette affaire. «Toutes les enquêtes en matière de gouvernement qui se sont terminées par des enquêtes de police et des accusations ont d'abord commencé par des enquêtes d'officiers compétents [du gouvernement]. Et c'est exactement ce que nous voulons faire ici», a-t-il martelé.

Quant aux affirmations des libéraux

voulant que le mandat du Vérificateur ne soit pas suffisamment large, M. Parizeau a assuré la Chambre que M. Breton n'est pas de cet avis. «Il me confirme que l'interprétation qu'il donne à ce mandat, c'est qu'il doit suivre les contrats partout où ils sont passés, par tous ceux qui y ont touché, qu'il s'agisse de personnel administratif, de personnel politique ou des élus», a affirmé M. Parizeau.

Pour sa part, M. Le Hir, qui n'a pas retourné nos appels hier, a émis un deuxième communiqué de presse afin de démentir des affirmations publiées par un quotidien montréalais selon lesquelles il a régulièrement cotoyé M. Lafrance lorsque ce dernier était à l'emploi du ministre et affirmant qu'il était au courant de l'attribution des contrats à des firmes reliées à M. Lafrance. «Je n'ai jamais rencontré M. Lafrance depuis mon entrée en politique [et] je ne l'ai jamais, donc, reçu dans les bureaux du Secrétariat», a affirmé M. Le Hir. La firme de MM. Lafrance et Campeau avait bénéficié de certains contrats de l'Association des manufacturiers lorsque M. Le Hir en était le président.

CORBO «52 % des voix, ça ne fait pas un enfant fort»

SUITE DE LA PAGE 1

Comme le prévoient les règlements de l'UQAM, un comité de sélection de cinq membres avait été formé pour encadrer la procédure de renouvellement du mandat du recteur et des bulletins de vote avaient été envoyés à un collège électoral formé de 1160 personnes (majoritairement des professeurs) et de 62 groupes œuvrant à l'UQAM.

Par vote secret, ces individus et groupes devaient indiquer s'ils accordaient ou non un renouvellement de mandat à M. Corbo. La période de vote se tenait du 20 novembre au 1er décembre. Et mercredi dernier, le comité de sélection prenait connaissance des résultats pour en informer immédiatement M. Corbo.

Hier matin, c'était le conseil d'administration de l'UQAM qui prenait connaissance des résultats: M. Corbo a obtenu une mince majorité des voix, soit 52,17 %, en faveur d'un renouvellement de son mandat, mais le conseil d'administration, en accord avec M. Corbo, a estimé que celui-ci ne disposait pas d'une majorité suffisante pour continuer à diriger l'UQAM. Le conseil d'administration a donc décidé d'ouvrir une période de mises en candidature pour passer à l'étape d'une élection véritable.

En principe, M. Corbo, qui a eu 50 ans cet automne, pourrait se représenter parmi d'autres candidats, mais sa démission comme recteur laisse croire qu'il en restera là.

Les résultats détaillés de la consultation démontrent clairement que ce sont les professeurs qui ont abandonné M. Corbo: 65 % d'entre eux ont participé au vote et ils ont rejeté la candidature de M. Corbo dans une proportion de 53,5 %.

Les cadres de l'UQAM, eux, ont voté en faveur du renouvellement du mandat du recteur à 78 %, tout comme les représentants des chargés de cours (77 %).

Avaient également droit de vote une quarantaine d'associations étudiantes (14 ont finalement voté, majoritairement en faveur du recteur actuel), les syndicats, les associations de cadres et de diplômés. Le taux de participation global au vote a atteint 67,7 %.

Le 27 novembre, alors que la période de vote battait son plein, M. Corbo avait écrit à tous ses collègues une lettre dans laquelle il insistait sur la nécessité d'obtenir «un mandat clair».

Claude Corbo évoquait lui-même la «gravité de la situation» qui exige qu'il pilote lui-même «l'opération de révision et de restructuration des activités [et] pour identifier les choix budgétaires majeurs qui seront proposés au conseil d'administration pour 1996-97».

Hier, Claude Corbo a indiqué au *Devoir* que «52 % des voix, ça ne fait pas un enfant fort. On ne peut pas gouverner une université contre la volonté du corps professoral».

Comment expliquer le vote négatif des professeurs? Simone Landry, présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, préfère parler d'un vote pour une volonté de changement plutôt que d'un vote de non-confiance.

«Les nouvelles situations commandent un nouveau style de gestion, ajoute-t-elle. M. Corbo, comme plusieurs autres administrateurs universitaires, me semble démuné devant la situation financière des universités.»

Mme Landry ajoute que «si les professeurs ont majoritairement voté contre, c'est peut-être aussi parce que le dynamisme de la base n'est pas soutenu d'en haut».

La dirigeante syndicale s'est bien gardée hier de lor-

gner vers de futurs candidats, mais elle a précisé que «les professeurs voudraient voir à ce poste quelqu'un qui vient du milieu académique, quelqu'un qui a un véritable vision de ce que doit être une université, quelqu'un qui refasse le lien avec la base».

Claude Corbo était recteur de l'UQAM depuis juin 1986. Son mandat avait été renouvelé sans problème en 1991; M. Corbo devait terminer en juin 1996 un deuxième terme de cinq ans. Depuis 1972, il avait gravi avec succès plusieurs échelons administratifs à l'UQAM, après avoir été engagé comme professeur au département de science politique dès 1969, à l'ouverture de l'université.

Sa démission en janvier entraînera la nomination d'un recteur par intérim pour quelques mois, qui sera choisi par le conseil d'administration parmi les six vice-recteurs ou vice-recteurs associés actuels.

C'est le même comité de sélection que lors du précédent plébiscite qui devra encadrer la procédure d'élection du nouveau recteur.

Ce comité est formé de Jocelyne Pelchat, présidente du conseil d'administration de l'UQAM, de deux membres désignés par l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec (UQ), soit le président de l'UQ, Claude Hamel, et le directeur général de l'INRS, Alain Soucy, ainsi que de deux membres du conseil d'administration de l'UQAM, soit Enrico Caroniti, du corps professoral, et Serge Rémillard, représentant des diplômés.

Après un appel public de candidatures, le comité de sélection doit rencontrer les différents candidats potentiels et en retenir un maximum de cinq, qui seront soumis au vote du même collège électoral.

L'ensemble du processus débutera en janvier et se terminera, au mieux, en avril.

CINQ «John Lennon est mort. Je ne peux pas continuer.»

SUITE DE LA PAGE 1

niaques: moins il fait partie de nos vies, mieux on se porte. Rien que d'en parler, le charme des dernières semaines se rompt. *Free As A Bird* et *Real Love* redevenant ce qu'elles étaient, des maquettes de travail enregistrées par Lennon en 1977 et 1980. De son vivant. C'est-à-dire, permettez une lapalissade, avant qu'il meure, le 8 décembre 1980, autour de 22h50, abattu devant le portail du Dakota, la noble bâtisse qu'il habitait avec Yoko Ono à l'angle de la 72^e rue et Central Park West, par un Blue Meanie qui voulait être Lennon à la place de Lennon.

Où étiez-vous à ce moment-là? Comment avez-vous réagi? C'est le syndrome Kennedy: on a tous une anecdote. Paul Simon raconta qu'il s'était promené, hagard, dans les rues de New York, qu'il s'était finalement arrêté dans un café, y avait chanté le répertoire des Beatles toute la nuit en se saoulant avec les clients et, de retour chez lui,

avait composé *The Late Great Johnny Ace*, mêlant brillamment l'évocation de la mort d'un crooner des années cinquante à celle du Beatle binoclard. Bruce Springsteen était au dernier tiers d'un de ses spectacles-marathons de l'époque, au Spectrum de Philadelphie; il ne l'a su qu'après. Le lendemain, deuxième de trois soirs au même endroit, un Bruce ébranlé (selon le fanzine springsteenien *Backstreets*) amorça le spectacle tout seul, parlant à la foule de son admiration pour Lennon, de ce qu'il avait représenté pour lui, et des raisons pour lesquelles le show devait avoir lieu. Il joua trente-cinq chansons ce soir-là, pendant près de quatre heures et demie.

Aux côtés de son époux jusqu'à la fin, Yoko Ono, une fois revenue de l'hôpital Roosevelt et ressaisie, parla au petit Sean, leur fils de cinq ans, puis commença quelques numéros transatlantiques, l'un à la tante Mimi, qui avait élevé John, un autre à Julian Lennon, fils d'un premier mariage, et le dernier à Paul McCartney. Lequel, aba-

sourdi, s'enferma illico dans son studio d'enregistrement avec George Martin, le réalisateur des albums du groupe. Ringo Starr et sa compagne Barbara Bach prirent le premier avion en partance pour New York. Pete Shotton, copain d'enfance de John, se rendit chez George Harrison à Friar Park: autour d'une table, ils demeurèrent silencieux.

Après le bulletin spécial qui avait interrompu la description du *Monday Night Football*, Billy Joel, en larmes, enfourcha sa moto et se perdit dans la nuit. «Aussi loin du bulletin de nouvelles que je le pouvais», rappela-t-il en 1989 lors d'une série radiophonique sur les Beatles. Lui aussi avait abouti dans un bar, où un vieux piano déglingné l'attendait: il y joua *In My Life*, entouré de clients qui chantaient avec lui. Stephen Faulkner, lui, échoua au Prince-Arthur, point de chute de toute la colonie artistique québécoise du temps, nourrissant une brosse aussi monstrueuse que l'exigeait l'horreur du moment.

Double horreur, en fait: la défaite référendaire était encore toute fraîche. Elle l'est encore, d'ailleurs.

Quant à moi, après avoir entendu la nouvelle à CHOM-FM peu après 23h, j'étais hystérique ou prostré, en alternance. Par automatisation, comme je l'avais fait le 16 août 1977 à la mort d'Elvis, j'enregistrai systématiquement les reportages à la radio et à la télé. Dans un cahier, j'écrivis vers trois heures du matin que le meurtrier nous avait «tous tués en même temps». Le lendemain, le téléphone sonna tout le temps. Des vieux copains, des nouveaux amis de l'université m'offraient leurs condoléances, comme si j'étais un proche parent du défunt. Je remis le surlendemain un travail de session inachevé avec un post-scriptum: «John Lennon est mort. Je ne peux pas continuer.» Deux semaines plus tard, la dissertation me revint. La note était satisfaisante. La correctrice avait ajouté deux petits mots aux miens: «Je comprends.»

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camelot et
pour les abonnements postaux.

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR LES SPORTS

EN BREF

Thibault devra attendre

GUY ROBILLARD PRESSE CANADIENNE

Pittsburgh — Jocelyn Thibault devra attendre avant d'entreprendre son premier match dans l'uniforme de ses rêves.

L'entraîneur du Canadien avait deux excellentes raisons: c'est dur de sortir la première étoile d'une rencontre (la veille) et Thibault était encore fatigué: il n'a dormi qu'une heure dans la nuit de mardi à mercredi.

Plusieurs préfèrent disputer un premier match loin de leurs nouveaux partisans mais Thibault, qui n'a jamais eu peur de la pression, affirme que s'il avait une petite préférence, ça serait de commencer à domicile, avec l'encouragement de ses partisans.

Thibault a raconté hier que c'est Andrei Kovalenko, près de sa Porsche, qui lui a appris l'échange en pleine nuit en sortant du bureau de Lacroix.

«Quand François Giguère (l'adjoint au directeur général) m'a téléphoné pour me demander de me rendre au bureau de Pierre Lacroix, je me doutais bien que ce n'était pas pour renégocier mon contrat... En roulant dans ma voiture, j'espérais tellement d'être échangé à Montréal...»

«Constatant le grand nombre d'échanges effectués au sein d'une formation pourtant fructueuse comme l'Avalanche, Thibault a expliqué: «Pierre Lacroix veut toujours pousser les barrières un peu plus loin. Comme agent par exemple, il est allé chercher 12 millions pour Alexandre... Il n'a pas dit cependant que Lacroix avait négocié pour lui-même un meilleur contrat que Stéphane Fiset à son arrivée avec les Nordiques...»

Canadien 5, Penguins 7

Trente-cinq minutes d'illusion totale

GUY ROBILLARD PRESSE CANADIENNE

Pittsburgh — Le Canadien a fait illusion pendant 35 minutes hier à Pittsburgh, mais il a bousillé une avance de quatre buts pour s'incliner 7-5 devant les Penguins, qui portaient à sept leur plus longue série de victoires de la saison.

Mario Lemieux, qui a donné des sueurs froides à ses partisans en quittant le match dans les premières minutes de la rencontre, Ron Francis et Tomas Sandstrom ont dirigé l'attaque des vainqueurs avec chacun deux buts. Lemieux, qui a ajouté une passe, est revenu au jeu pour le début de la deuxième période.

Les Canadiens en étaient à leur deuxième match en 24 heures après être entrés à leur hôtel de Pittsburgh à 2h30 du matin. C'était encore plus difficile pour Andrei Kovalenko et Martin Rucinsky, moins visibles que la veille à leur troisième match en trois soirs après s'être promenés depuis Denver en passant par Montréal.

Ce n'est pas une excuse pour bousiller une avance de quatre buts avec 25 minutes à écoulées.

Marko Kiprusoff a mal choisi son homme devant qui faire un mauvais pivot et Mario Lemieux en a profité pour amorcer le ralliement, tandis que Pat Jablonski, miraculeux jusque-là, a montré ses limites, notamment en se tenant trop reculé dans son rectangle.

Roy chaleureusement accueilli

Denver (PC) — Le numéro 33 sur son chandail est tout ce qui était resté inchangé pour Patrick Roy, hier, quand le gardien vedette a fait ses débuts avec l'Avalanche du Colorado.

Une salle comble de plus de 16 000 personnes a réservé un accueil chaleureux à Roy lors de la présentation d'avant-match.

Roy n'a réalisé son premier arrêt qu'à la cinquième minute (4:44) quand il a été la jambière gauche sur un tir de Jason Arnott. A ce moment,

Mais mitraillé de 43 lancers, il ne peut être tenu responsable de l'échec et il a même tenu son équipe dans le match à lui seul au cours des 10 premières minutes, alors qu'il a multiplié les acrobaties et résisté à un barrage de 14 tirs.

Le Canadien a ensuite pris l'initiative, et Vincent Damphousse, Brian Savage, Saku Koivu et Turner Stevenson ont tour à tour déjoué un Ken Wregget chancelant, venu remplacer en cours de première période Tom Barrasso, qui avait déjà raté le dernier match à cause de spasmes musculaires au dos.

Lemieux a été crédité du but victorieux quand sa tentative de passe a été directement déviée dans le filet par Stéphane Quintal.

Bryan Smolinski a réussi l'autre but des Penguins. Valeri Bure a enfilé le derrier but du Canadien dans une cause perdue à trois secondes de la fin.

Juste avant son but égalisateur, l'arbitre Lance Roberts en avait refusé un à Petr Nedved pour décerner une punition à Norm MacIver. Mais le Canadien n'a obtenu qu'un sursis.

François Leroux a décerné la plus solide mise en échec de la rencontre, qui a laissé Kovalenko sonné pendant quelques instants, étendu sur la patinoire.

Les trois étoiles ont été Mario Lemieux, Tomas Sandstrom et Patrice Brisebois.

MAUVAIS DÉPART

La championne olympique Myriam Bédard a très mal amorcé sa saison dans la première épreuve de biathlon comptant pour la Coupe du monde 1995-1996 courue, hier, à Oster-sund, en Suède. Bédard, âgée de 25 ans, de Loretteville, a terminé l'épreuve 15 km dames à la 60^e place, soit le pire résultat de sa carrière.

RENOIS À OTTAWA

Les infortunés Sénateurs d'Ottawa ont retourné hier aux mineurs les vétérans Dave Archibald et Scott Levins. Puisque Archibald recevra quand même son salaire de 400 000 \$ à l'Édouard-Edouard, les Sénateurs devront désormais verser quelque 2,5 millions à des joueurs qui ne sont pas dans la LNH. L'équipe verse environ 19 millions en salaires.

ALOMAR EN ARBITRAGE

Les Blue Jays de Toronto ont offert l'arbitrage salarial au deuxième-but Roberto Alomar ainsi qu'au lanceur Al Leiter, qui sont joueurs autonomes. En agissant ainsi, les Blue Jays s'assurent d'obtenir des choix au repêchage si Alomar et Leiter décident d'accepter une offre d'une autre formation. Ces deux joueurs ont jusqu'au 19 décembre pour accepter ou refuser l'arbitrage. Les Blue Jays ont par ailleurs décidé de ne pas offrir l'arbitrage à Duane Ward et Lance Parrish, joueurs autonomes sans compensation.

AILLEURS...

Le premier-but et frappeur désigné Eddie Murray, le joueur d'intérieur Alvaro Espinoza et le lanceur Orel Hersher ont tous signé de nouvelles ententes avec les Indians de Cleveland... Le voltigeur Jim Eisenreich a paraphé une nouvelle entente d'un an avec les Phillies de Philadelphie... Le joueur de troisième but Chris Sabo est de retour chez les Reds de Cincinnati.

HOCKEY LIGUE NATIONALE

Table of NHL standings with columns for Mercredi, New Jersey, Chicago, Anaheim, Winnipeg, Montreal, Toronto, Buffalo, Anaheim, Dallas, Ottawa, Edmonton, Winnipeg, Washington, Detroit, Boston, St. Louis, Vancouver, Islanders, New Jersey, Hartford, Rangers, Boston, Dallas, Colorado, Vancouver, Edmonton, Edmonton, St. Louis, Los Angeles.

Table of NHL conference standings: CONFERENCE DE L'EST (Section Nord-Est, Atlantique), CONFERENCE DE L'OUEST (Section Centrale, Pacifique).

FOOTBALL LIGUE NATIONALE

Table of NFL standings with columns for Dimanche, Carolina, GB, Pittsburgh, Miami, N-Orléans, St. Louis, Minnesota, Denver, KC, SD, Washington, Seattle, SF, Detroit, Cleveland, Arizona, Dallas, Philadelphia, Arizona, Giants, Washington, Green Bay, Detroit, Minnesota, Chicago, Tampa Bay, San Francisco, Atlanta, St. Louis, N-Orléans.

Table of NFL conference standings: CONFERENCE AMÉRICAINE (Section Est, Centrale, Ouest), CONFERENCE NATIONALE (Section Est, Centrale, Ouest).

ANNONCES CLASSÉES

I.N.D.E.X REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES. 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL, 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL, 300 • 399 MARCHANDISES, 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI, 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES, 600 • 699 VÉHICULES.

LES ANNONCES CLASSÉES DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00. Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h 30 pour l'édition du lendemain. Téléphone: 985-3344, Télécopieur: 985-3340.

MOTS CROISÉS. 1. Dont on ne peut triompher. 2. Pourrir. 3. Industrie des matières plastiques. 4. Mesure chinoise. 5. Oxyde d'uranium. 6. Loch. 7. Utiliser. 8. Posséder. 9. Ville du Nigeria. 10. Donner l'apparence du velours. 11. Désert de dunes. 12. Colère. 13. Avertir. 14. Thé des jésuites. 15. Plante d'Afrique. 16. Plante aromatique. 17. Laize. 18. Centimètre. 19. Plisser. 20. Serpent. 21. Découper. 22. Bouef à bosse.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE. STE-DOROTHÉE Cottage avec magnifique vue sur l'eau, 8 pièces, foyer, s/sol semi-fini, solarium, véranda. Grand terrain, piscine hors-terre. Propriétaire: 689-1965. 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER. A-1, 4 1/2 très éclairé, près métro Crémazie, rue St-Denis. Décoration superbe. 3e étage. Libre. 387-0745 entre 10h & 15h. 683-1444 (soir).

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER. PLACE RADISSON 3 1/2 chauffé, éclairé, eau chaude, poêle, câble, stat. Déc. 1987. 210 COMMERCES À VENDRE. CANTONS DE L'EST, village enchanteur. Vêtements exclusifs. Après 18h: (514)343-3424. 251 BUREAUX À LOUER. SOUS-LOCATION 8800 p.c. TOUR BANQUE NATIONALE 600, de la Gauchetière O. 27e étage. C. Foucreau 393-4836.

390 DIVERS. A QUI LA CHANCE !!! Machines à boules reconditionnées. Grand choix. A bon prix. Richard: 342-9111, 233-1630. 575 DÉMÉNAGEMENTS. ARTISAN - DÉMÉNAGEUR Courtois, ponctuel, attentionné VINCENT, 946-9553. 695 AUTOMOBILES. ACHETONS autos, camions pour pièces ou route. 681-4279. PICK UP 4x4 GMC, Sierra 1500, automatique, très bon état, moteur 305, pneus neufs, anti-rouille, 9200\$. 985-3315, 291-5914.

ENCADREZ votre ANNONCE CLASSÉE 985-3344. LA RCR ET VOUS POUR SAUVER UNE VIE. Au cœur de la solution! COMMENCEZ vos fins de semaines le vendredi.